

Le débat sur la nécessité de préserver les biens communs : Etat, marché ou communautés auto-régulées ?

L'apport d'Elinor Ostrom dans le débat entre rôle de l'État et du marché (première femme à recevoir le prix dit « Nobel » d'économie)

Document 1 :

Le bien commun [comme le marché] est une construction sociale

La résurgence des notions de **biens collectifs** et/ou **publics** est sans aucun doute due à la perte de légitimité des catégories marchandes, censées résumer la totalité des modes de coordination des sociétés capitalistes modernes. En effet, depuis la métaphore de la main invisible d'Adam Smith jusqu'à la capacité des marchés financiers à allouer les capitaux et les ressources de la meilleure façon possible dans le monde, en passant par l'équilibre général sur tous les marchés des biens et services affirmé par le modèle de Walras, la **théorie économique dominante** a forgé peu à peu le **dogme de l'efficacité des marchés**. Sur ces derniers, les individus parfaitement rationnels et disposant de toute l'information sont en mesure d'exprimer leurs préférences, tandis que, en face, les entreprises évoluant dans un cadre de concurrence parfaite fournissent au meilleur prix, pour elles-mêmes et les demandeurs, tous les biens et services souhaités [...]

La remise en question de l'approche libérale traditionnelle par la notion de bien commun

[...] La notion de **bien commun** est née de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver certains biens matériels (eau, air, sols, matières premières) et aussi des biens immatériels (climat, connaissances, culture, santé, stabilité financière, paix, etc.).

Lorsque l'**Organisation des Nations unies (ONU)**, en 1990, jette les premières bases de son **indice de développement humain (IDH)** dans le premier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), sous l'impulsion de l'économiste pakistanais **Mahbub ul Haq** et de l'Indien **Amartya Sen**, elle fait un pas vers une conception du développement qui s'écarte de manière significative de la seule croissance économique pour inclure des éléments relevant d'une amélioration du bien-être, comme l'espérance de vie et le degré d'alphabétisation. Ainsi, l'accès aux services de santé et l'accès à l'éducation sont explicitement pris en compte comme sources de satisfaction individuelle et de cohésion sociale. On est tout près de la notion de bien public, dès l'instant où l'on pose ces facteurs comme des impératifs catégoriques collectifs.

De la même façon, en 1992, la **Conférence des Nations unies sur le développement et l'environnement** de Rio de Janeiro avalise le **rapport Brundtland** (1987), qui fixe l'objectif de *répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*. C'est-à-dire en sauvegardant la cohésion sociale par la réduction des inégalités ici et maintenant et les équilibres à long terme des écosystèmes par un développement soutenable.

Mais, en 1968, le sociobiologiste **Garrett Hardin** avait conçu une remise en cause radicale de la catégorie de bien collectif, qui, selon lui, ne peut conduire qu'à une "tragédie des communs" [Hardin, 1968]. Son modèle stipule que, lorsqu'une ressource est en libre accès, chaque utilisateur est conduit spontanément à y puiser sans limite, poussant à sa disparition. L'exemple donné est celui d'un pâturage sur lequel chaque éleveur cherche à accroître son troupeau puisque, de toute façon, le prix à payer est quasi nul par rapport au bénéfice immédiat obtenu. Mais, au terme de ce processus, tous les éleveurs sont perdants [...]

Selon Hardin, il n'y [aurait] que **trois solutions à cette "tragédie"**:

1. la limitation de la population pour stopper la surconsommation,
2. la nationalisation
3. la privatisation

Emise à la veille du grand mouvement de dérégulation et de déréglementation de l'économie mondiale, on comprend [que] cette troisième voie [= *privatisation*] fut exploitée à fond pour justifier le recul de l'intervention publique [...]. **C'est la pertinence de ce modèle que va attaquer vigoureusement Elinor Ostrom sur la base d'une approche néo-institutionnaliste.**

Néo-institutionnalisme et droit de propriété

Le principal livre d'Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs*, date de 1990, après que son auteur a reçu le prix de la Banque de Suède [...] Elle récusé à la fois le tout-marché et le tout-Etat.

Elle récusé ce dilemme [Etat / marché] pour dire quelles sont les institutions que les acteurs se donnent afin de résoudre leurs problèmes d'action collective dans un cadre **auto-organisé et autogouverné** [...]

Elle se penche au contraire sur le **cadre institutionnel et réglementaire** qui préside à leur érection en tant que communs, mieux, **qui les institue en tant que communs** [...] Son objet d'étude est les ressources communes le plus souvent renouvelables dans une communauté de petite échelle. A partir de l'hypothèse que la connaissance des règles est totale pour chaque membre de la société [...]

La conclusion [d'Elinor Orström] est que la solution trouvée est la meilleure possible: l'optimum est toujours au rendez-vous de la coordination [...] Au lieu de voir seulement dans les biens communs des **ressources**, Ostrom les considère comme une **forme particulière de propriété** qui ne peut être séparée d'une **délibération collective permanente** [...]

Aujourd'hui, avec l'avènement d'une économie de la connaissance, sur fond de raréfaction de beaucoup de ressources naturelles, s'exprime la volonté des firmes multinationales de repousser encore plus loin la "frontière" de l'espace de valorisation du capital.

De nouveaux enjeux se configurent donc, notamment autour des logiciels, des supports de la connaissance et de la connaissance elle-même [...] On voit bien aujourd'hui la difficulté de protéger les **biens communs de l'humanité** (eau, climat, connaissances...) parce que la **"communauté internationale" est souvent défaillante** en l'absence d'un Etat supranational.

S'il faut retenir un élément important du renouveau apporté par les travaux d'Ostrom, c'est l'intuition que ce qui relève du périmètre commun et/ou collectif et/ou public a son origine dans une **décision de type politique**, et ce **quel que soit l'échelon où elle est prise, allant du local au global**.

Jean-Marie Harribey, économiste, maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV,
L'Economie politique n° 049 - janvier 2011

Document 2 : Classification des biens

| | Exclusion <i>il est possible de soumettre à un paiement l'accès au bien</i> | Non-exclusion <i>il n'est pas possible de soumettre à un paiement l'accès au bien</i> |
|---|---|--|
| Rivalité la consommation d'un bien diminue la quantité disponible pour les autres consommateurs | Biens privés <i>(ensemble des biens et services généralement accessible sur le marché)</i> | Biens COMMUNS ou biens publics impurs <i>(gestion des ressources naturelles)</i> |
| Non-Rivalité la consommation d'un bien ne diminue pas la quantité disponible pour les autres consommateurs | Biens de CLUB <i>(accès limité par un péage : crèches, club sportif)</i> | Biens COLLECTIFS ou biens publics purs <i>(accès libre : phare, éclairage public, accès à la connaissance, logiciel libre)</i> |